

**Unité départementale des Ardennes**  
1 Place de la Préfecture - BP 60002  
08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 01/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EURO BENGALE ORGANISATION**

Le Bochet  
08390 Sauville

**Références :** E2 - NiM/DeF - n° 25/371  
**Code AIOT :** 0005701179

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2025 de l'établissement EURO BENGALE ORGANISATION implanté IMP DU BOCHET 08390 Sauville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURO BENGALE ORGANISATION
- IMP DU BOCHET 08390 Sauville
- Code AIOT : 0005701179
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société EURO BENGALE exploite sur son site de Sauville des installations de stockage et de manipulation d'engins pyrotechniques.

**Contexte de l'inspection :** Plainte.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets ;
- Explosifs.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Déchets	Arrêté Préfectoral du 23/12/1991, article 10.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 jour
2	Déchets	Code de l'environnement, article L. 541-2	Mise en demeure, déchets	1 jour
3	Déchets	Code de l'environnement, article L. 541-2-1	Mise en demeure, déchets	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déchets	AP de Prescriptions Complémentaires du 07/07/2016, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant incinère les restes de feux d'artifice, définis comme déchets dangereux, sur un terrain appartenant à Monsieur Marie Bernard DEOM, Directeur Général de l'entreprise EURO BENGALE alors qu'il n'a pas de titre d'exploitation pour cette activité. En outre, l'exploitant fait brûler des cartons qui pourraient être valorisés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/1991, article 10.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant organisera l'élimination des différents déchets générés par l'établissement en respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'il brûlait les restes de feux d'artifice sur un terrain appartenant à Monsieur Marie Bernard DEOM, Directeur Général de l'entreprise EURO BENGALE. Nous avons alors rappelé à l'exploitant que : <ul style="list-style-type: none"> <li>les cartons qui n'ont pas été souillés par de la matière active doivent être envoyés dans une filière de valorisation dûment autorisée afin d'être valorisés, conformément à l'article L. 541- 1 du Code de l'environnement ;</li> <li>les autres, dont notamment les compacts issus des tirs de feux d'artifice, sont des déchets dangereux définis par le code 16 04 02* : déchets de feux d'artifice, et doivent être traités dans une filière dûment autorisée.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

## N° 2 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 541-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait traiter ses déchets dangereux issus de retour de feux d'artifice dans une installation sans titre d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

## N° 3 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 541-2-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traitement des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.- Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit. Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité compétente les justifications nécessaires. II.- Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre. Le troisième alinéa du présent II n'est pas applicable aux résidus de centres de tri. III.- Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux ménages.
<b>Constats :</b> L'exploitant fait brûler des cartons qui pourraient être valorisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 1 jour

**N° 4 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Prescriptions Complémentaires du 07/07/2016, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traitement des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'incinérateur sera utilisé uniquement pour brûler les matières actives résiduelles en provenance d'articles pyrotechniques. Aucun déchet ou produit de provenance extérieure aux activités de stockage d'artifices de l'exploitant ne sera admis dans l'incinérateur. Le responsable s'assurera que la matière active contenue dans l'emballage est déconfinée de façon à perdre ses caractéristiques explosives. L'incinération se fera par quantité maximale de 5 kg, en présence d'un responsable qui devra s'assurer que la combustion est terminée avant de quitter les lieux. Le poste d'incinération sera implanté conformément aux plans joints au dossier. Il devra être construit de façon à éviter tout envol de particules incandescentes. La zone de l'incinérateur sera maintenue dans un état de propreté permanent. Pour ce faire, un conteneur adapté recevra les cendres et résidus de la précédente incinération sous réserve que celles-ci soient froides. Ces cendres seront éliminées comme déchet conformément à l'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 1991.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'utilise pas son incinérateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



Annexe 1 : Planche photographique – visite d’inspection du 17 juillet 2025













## **Annexe 2 : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure**

**Arrêté n° ... du ..... portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société EURO BENGALE à SAUVILLE**

**Le Préfet des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 541-2, L. 541-2-1 et L. 541-3 ;

**Vu** l'article L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91/2 délivré le 23 décembre 1991 à la société EURO BENGALE pour l'exploitation d'une installation de stockage de produits explosifs sur le territoire de la commune de Sauvillle au lieu-dit Le Bochet parcelle n° 18 à Sauvillle (08390) concernant notamment les rubriques 4220-1 et 2793-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le décret du 3 novembre 2021 portant nomination du Préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** l'article 10.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91/2 du 23 décembre 1991 susvisé qui dispose : *« L'exploitant organisera l'élimination des différents déchets générés par l'établissement en respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que les prescriptions du présent arrêté. »* ;

**Vu** l'article L. 541-2 du Code de l'environnement susvisé qui dispose : *« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. »* ;

**Vu** l'article L. 541-2-1 du Code de l'environnement susvisé qui dispose : *« I.- Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit. Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et*



économiques. La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité compétente les justifications nécessaires.

II.- Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre. Le troisième alinéa du présent II n'est pas applicable aux résidus de centres de tri.

III.- Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux ménages. » ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du **date** conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du **date** ;  
**ou**

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant ce qui suit :**

1. lors de la visite du 17 juillet 2025, les inspecteurs de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté que la société EURO BENGALE brûlait les restes de feux d'artifice sur un terrain appartenant à Monsieur Marie Bernard DEOM, Directeur Général de l'entreprise EURO BENGALE ;
2. les cartons qui n'ont pas été souillés par de la matière active doivent être envoyés dans une filière de valorisation dûment autorisée afin d'être valorisés ;
3. les cartons qui ont été souillés par de la matière active, dont notamment les compacts issus des tirs de feux d'artifice, sont des déchets dangereux définis par le code 16 04 02\* : déchets de feux d'artifice, et doivent être traités dans une filière dûment autorisée ;
4. l'activité d'incinération de déchets dangereux est visée par la nomenclature des installations classées, et notamment la rubrique suivante : 2793-3 : Autre installation de traitement de déchets de produits explosifs (mettant en œuvre un procédé autre que ceux mentionnés aux 1 et 2) : Autorisation, sans seuil ;
5. cette activité relève du régime de l'autorisation ;
6. Monsieur Marie Bernard DEOM ne dispose pas de l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement pour la parcelle ZC 0015 sise au 3 rue de la Halerie à SAUVILLE (08390) ;

7. les déchets générés par les activités de la société EURO BENGALE sont brûlés sur un site qui ne dispose d'aucune autorisation pour le traitement de déchets ;
8. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 10.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91/2 du 23 décembre 1991 et des articles L. 541-2 et L. 541-2-1 du Code de l'environnement susvisés ;
9. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où le traitement de déchets dangereux par une installation, sans titre d'exploitation, est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, notamment pour les sols, les eaux superficielles et souterraines ;
10. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société EURO BENGALE de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 10.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91/2 du 23 décembre 1991 et des articles L. 541-2 et L. 541-2-1 du Code de l'environnement susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

## **ARRÊTE**

**Article 1** – La société EURO BENGALE exploitant une installation de de stockage de produits explosifs sur le territoire de la commune de SAUVILLE au lieu-dit Le Bochet parcelle n° 18 à SAUVILLE (08390) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91/2 du 23 décembre 1991 susvisé en respectant la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en faisant traiter ses déchets dans des filières dûment autorisées dans un délai d'un jour à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – La société EURO BENGALE exploitant une installation de de stockage de produits explosifs sur le territoire de la commune de SAUVILLE au lieu-dit Le Bochet parcelle n° 18 à SAUVILLE (08390) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article L. 541-2 du Code de l'environnement susvisé en cessant d'envoyer ses déchets dans une installation sans titre d'exploitation dans un délai d'un jour à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 3** – La société EURO BENGALE exploitant une installation de de stockage de produits explosifs sur le territoire de la commune de SAUVILLE au lieu-dit Le Bochet parcelle n° 18 à SAUVILLE (08390) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article L. 541-2-1 du



Code de l'environnement susvisé en cessant l'incinération des déchets valorisables dans un délai d'un jour à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 4** – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

**Article 5** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6** – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Ardennes pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société EURO BENGALE.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes ;
- Madame le Maire de la commune de SAUVILLE ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

Joël DUBREUIL